

## **Déclaration à la 46<sup>ème</sup> session du Conseil des Droits de l'Homme**

### **Point 4 : Dialogue Interactif avec la Commission d'enquête sur Burundi (compte rendu oral)**

**Intervenant : Denis NDAYISHEMEZA**

Merci Madame la Présidente.

Chers membres de la commission d'enquête,

ISHR et le FOCODE vous remercient pour les conclusions de votre rapport et réitèrent leur soutien au travail de la commission.

Nous déplorons que la situation des droits humains au Burundi reste très préoccupante en dépit des engagements pris par le nouveau président, Evariste Ndayishimiye. Plusieurs atteintes au droit à la vie, dont des centaines de meurtres et des dizaines de cas d'enlèvements et de disparitions forcées, ont été enregistrées depuis l'investiture du nouveau gouvernement mais les autorités burundaises ont gardé le silence sur toutes ces atrocités.

Nous sommes préoccupés par la prolifération des discours de haine ethnique, le recensement ethnique des fonctionnaires et les discriminations ethniques de plus en plus observées dans la nomination des responsables des services de l'Etat.

Nous saluons la récente libération des journalistes du Groupe de Presse IWACU mais rappelons que des centaines de journalistes et de défenseurs de droits humains sont toujours en exil, que plusieurs organisations de droits de l'homme demeurent radiées et des radios indépendantes interdites. Nous condamnons les récentes condamnations à la prison à vie d'une douzaine de défenseurs de droits humains et des journalistes, ainsi que des opposants, suivant une procédure injuste et secrète.

Nous demandons la libération du défenseur Germain RUKUKI et de l'ancien député Fabien BANCIRYANINO tous deux en prison pour avoir tenté d'améliorer la situation des droits humains dans le pays.

**Je vous remercie pour votre attention.**